

*gratuité* du capital ou celle du *crédit*, ce qui revient au même. » Il va sans dire que personne, en France, n'a trouvé cette prétention exorbitante, pas même ceux qui doivent payer pour la satisfaire.

Que vous en semble, lecteur? Lorsqu'un tel abus existe au profit d'une classe de producteurs, les socialistes ne sont-ils pas excusables de demander à en partager les bénéfices? Le gouvernement peut-il se montrer sévère avec eux sans se rendre coupable d'une espèce de déni de justice? ah ! s'ils avaient mieux su leur métier, s'ils avaient étudié l'économie politique, au lieu de la mépriser, combien leurs armes auraient été plus tranchantes, et dans quelle perplexité ils auraient mis la logique de leurs adversaires ! au lieu de se poser en révélateurs d'un ordre social nouveau, ils auraient dû se contenter de tirer les conséquences extrêmes du régime protectioniste et d'exiger qu'il fût complété. L'amour-propre les a perdus. Ils ont voulu être originaux ; ils ont voulu inventer l'intervention gouvernementale dans les faits de la production et de la consommation ; les présomptueux, ils n'avaient pourtant rien à faire, et il leur suffisait de copier la théorie et la pratique de l'école protectioniste.

Nous nous attendons à un reproche : on ne manquera pas, en nous voyant blâmer les tendances excessives du gouvernement, de nous accuser de demander la suppression du gouvernement lui-même. Car beaucoup de gens pensent que le pouvoir n'existe pas quand il n'a pas la faculté d'abuser. C'est, au reste, un procédé de discussion très-employé de notre temps : un partisan de la décentralisation administrative court grand risque de passer pour un fédéraliste, et un homme qui défend la Constitution a bien de la peine à faire croire qu'il n'est pas un jacobin. On nous dira donc que nous réduisons le pouvoir aux fonctions négatives d'un agent voyer chargé de maintenir libre la circulation de tous les abus, de tous les actes répréhensibles et de tous les genres d'exploitation. Nous répondrons qu'il ne s'agit pas d'empêcher le gouvernement d'être utile, mais d'être nuisible. Nous ne le blâmerons jamais de faire intervenir sa justice entre les citoyens, mais nous le blâmons de devenir lui-même la cause d'une injustice. Il doit gouverner dans l'intérêt de tous et non de quelques-uns ; il a été institué pour sauvegarder les droits des citoyens, et non pour les diminuer. Qu'il ne se fasse donc pas le conducteur de toutes les affaires de la société, qu'il ne se fasse pas son indispensable *factotum*, qu'il se contente d'en être le magistrat. Il est, du reste, facile de voir que tel est le rôle qui lui est assigné par le progrès des mœurs et des institutions politiques. Sa tâche n'est pas de rendre riches et heureux quelques